

COVID-19 – ESPAGNE-PORTUGAL

Conséquences sur le secteur Agriculture – Alimentation – Pêche

Veille du 16 avril 2020

Résumé :

*En Espagne, les enseignes de **grande distribution** ne seraient pas les grandes gagnantes de la crise sanitaire. Les supermarchés régionaux continuent de gagner des parts de marché.*

*La campagne **agrumes** touche à sa fin ; les producteurs andalous ont profité de la hausse de la demande sous l'effet du Covid.*

*Dans les **filières espagnoles ovine et bovine**, les prix aux producteurs dévissent, mais les prix (élevés) aux consommateurs se maintiennent. Les demandes d'aide à la **baisse volontaire de la production de lait de brebis et de chèvre** se multiplient.*

*En Catalogne et au Portugal, la profession vitivinicole demande l'activation de la **distillation de crise**.*

*Le ministre espagnol Luis Planas se dit satisfait de sa rencontre avec ses homologues européens sur le projet d'**assouplissement des aides FEAMP** aux pêcheurs.*

*Les professionnels espagnols de la pêche alertent sur des retards dans les relèves des personnels des flottes hauturières, en raison de l'**absence de tests à bord**.*

*La ligne de crédit de **20 M€ en faveur des entreprises portugaise du secteur de la pêche** est disponible depuis le 16 avril ; elle est limitée à 120 000 € par bénéficiaire.*

ESPAGNE

Filières agricoles

La Couronne d'Espagne salue de nouveau l'engagement des acteurs de l'approvisionnement alimentaire.

Cette rencontre (virtuelle), organisée le 14 avril avec les représentants de la Fédération espagnole des professionnels de l'alimentation et des boissons (FIAB), était l'occasion pour ces derniers de faire part de leurs préoccupations, notamment au sujet des conséquences économiques et sociales de l'arrêt total de la restauration hors domicile. Ils ont également souligné la nécessité d'une politique de relance de la consommation pour accompagner la sortie de crise. La veille, le ministre de l'Agriculture, Luis Planas était reçu par le Roi pour discuter des mesures d'urgences prises pour venir en aide aux agriculteurs et pêcheurs du pays.

Le Gouvernement américain prévoit des dommages à long terme sur les filières agricoles espagnoles. Un rapport publié en début de semaine par la mission diplomatique américaine à Madrid fait état des différentes perturbations actuelles (manque de main d'œuvre agricole, chute de demande pour certains produits et surproduction, etc.), et estime qu'elles auront des conséquences au moins jusqu'en 2021. Il se concentre tout particulièrement sur la situation de surproduction laitière (vache, brebis et chèvre), qui fait partie des grandes interrogations du moment.

- **Agrumes**

Les grossistes en agrumes, pris en étau entre les producteurs et les distributeurs. Les grossistes connaissent non seulement une hausse du prix d'achat au producteur (suite à la hausse de demande et à la hausse de coût de production), mais également une hausse de leurs propres coûts de fonctionnement suite à l'injonction de respect des préconisations sanitaires. Cette double hausse contribue à tendre leurs relations avec la grande distribution, car celle-ci n'entend pas relever son prix d'achat, pour éviter toute répercussion sur le prix de vente aux consommateurs. Les grossistes sont donc pris dans une forme d'étau, et voient leurs marges fondre.

Les producteurs d'agrumes de Cordoue retrouvent le moral. La brusque hausse de demande du mois de mars a redonné des couleurs à la campagne 2019/2020, qui s'achève ainsi dans de bonnes conditions pour les producteurs d'agrumes de Cordoue. Le syndicat des jeunes agriculteurs de la région dresse un bilan positif de cette campagne, qui permet au producteur de "respirer" après la campagne calamiteuse de l'an dernier.

- **Ovins - bovins**

Les prix aux producteurs dévissent, mais les prix (élevés) aux consommateurs se maintiennent. Le syndicat des jeunes agriculteurs (Asaja) a critiqué le fait que les prix d'achat au producteur des ovins et des bovins ont "brutalement" baissé depuis la crise sanitaire, alors que les prix des viandes au détail restent élevés dans les rayons de la distribution. Dans ce contexte, le syndicat a demandé que la viande bovine soit incluse dans les mesures d'urgence du ministère de l'Agriculture. Dans un communiqué de presse, Asaja a rappelé qu'elle avait déjà demandé que des mesures soient prises pour le stockage et la congélation, et que des lignes budgétaires spécifiques soient définies pour les ovins et les bovins.

- **Vins**

Les vignerons catalans demandent l'aide du Gouvernement central. La Fédération des coopératives agricoles catalanes (FCAC) ainsi que le Conseil régulateur de l'AOP Cava, souhaitent que des aides d'urgences soient mises en place pour compenser la chute de demande et les lourdes pertes qu'elle signifie pour toute la filière. La FCAC demandent une indemnisation pour compenser les baisses volontaires de production (de l'ordre de -25%) visant à réguler le marché. S'agissant du Cava, les producteurs souhaitent la mise en place de subventions pour compenser la déqualification (vente de production hors AOP, voire même comme alcool à usage sanitaire) et accompagner la distillation. Ils demandent également un élargissement du calendrier de replantation de vignes, et la mise en place d'action de promotion du Cava.

Nouvelles mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire

Les éleveurs de Castille-et-Léon demandent une aide à la baisse volontaire de la production de lait de brebis et de chèvre. Face au risque de surproduction en lait de brebis et de chèvre pour les prochaines semaines, et à la chute des prix qu'elle impliquerait, la branche locale du syndicat des petits agriculteurs et éleveurs (UPA) demande au Gouvernement la mise en place d'une aide financière pour compenser la baisse volontaire de production. Le syndicat propose une baisse indemnisée jusqu'à -10%, mais pas au-delà.

Validation officielle du plan de soutien aux agriculteurs et aux industries alimentaires de la Communauté de Madrid. 10 mesures visant à venir en aides aux 12 700 agriculteurs de la région et aux industries agroalimentaires (qui n'emploient pas moins de 20 000 madrilènes) ont en effet été annoncées le 15 avril. Y figurent notamment des avances sur les paiements PAC 2020, des délais supplémentaires pour les paiements de cotisations au titre des labels (16 en tout : IGP, bio, etc.), la recherche de circuits de valorisation alternatifs pour les produits très dépendants du canal restauration, la mise en place d'une campagne de promotion des produits agricoles locaux, la facilitation des mouvements de marchandises (en particulier animaux vivants, en accord avec les lignes directrices du Gouvernement et de l'UE), une réduction de TVA pour les éleveurs taurins (*toros de Lidia*, en grande difficulté), et l'accélération du déploiement de services de conseils agricoles à distance.

40 M€ d'aides en faveur des élevages traditionnels extensifs. Le gouvernement andalou met en place une ligne d'aide dotée d'un budget de 40 M€ pour soutenir les élevages extensifs qui misent sur des systèmes durables d'élevage ovin, caprin et bovin, ainsi que sur le maintien des pâturages traditionnels, et qui font partie des secteurs les plus touchés par les conséquences du Coronavirus. Le ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche estime que ces subventions pourraient bénéficier à environ 1 400 agriculteurs dont les exploitations totalisent environ 240 000 ha.

L'Estrémadure lance un projet pilote pour promouvoir la vente à domicile de produits de petits producteurs. Le ministère de l'agriculture, du développement rural, de la population et du territoire du gouvernement régional d'Estrémadure a lancé un projet pilote consistant en un registre des petits et moyens producteurs d'Estrémadure, avec un service de vente en porte-à-porte afin qu'ils puissent vendre leurs produits. En raison de l'état d'alerte, les producteurs d'Estrémadure ont perdu des débouchés "importants", tels que l'hôtellerie et la restauration. De surcroît, la population a "plus de difficultés" à accéder à l'alimentation locale.

L'Andalousie demande au Gouvernement central que les aides de l'UE couvrent les pertes de revenus du secteur agricole. Le ministère régional de l'Agriculture, de l'élevage, de la pêche et du développement durable a informé mercredi qu'il exhortera le gouvernement espagnol à demander à l'UE la modification réglementaire nécessaire pour allouer les aides du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) aux producteurs du secteur agricole qui subissent des pertes de revenus en raison de la crise sanitaire. L'objectif de cette modification serait de fournir davantage de trésorerie aux professionnels de l'agriculture, de l'élevage et de l'industrie agroalimentaire par l'octroi de subventions dans le cadre du Programme de développement rural 2014-2020, visant à restaurer le potentiel de production à la suite de catastrophes naturelles ou de sinistres.

L'Andalousie et la Communauté valencienne autorisent à nouveau la chasse pour éviter les dommages aux cultures. Suite au message transmis hier par le ministère de l'Agriculture invitant les Communautés autonomes à prendre des mesures, la chasse a été de nouveau autorisée dans ces régions pour éviter la propagation de maladies animales, et les dommages aux cultures. Ces actions de contrôle seront menées conformément aux normes propres aux communautés et dans le respect des règles édictées par les autorités sanitaires. Dans d'autres régions, comme à Murcie ou dans la Rioja, les organisations agricoles demandent également l'autorisation de la chasse.

Distribution

Contrairement à la croyance populaire, les enseignes de grande distribution ne seraient pas les grandes gagnantes de la crise sanitaire. En dépit du report massif de la consommation alimentaire sur le canal GMS et de la hausse du ticket moyen, les changements de pratiques de consommation des clients (visites moins fréquentes et recentrage sur les produits de première nécessité avec des marges réduites), ainsi que la hausse des coûts généraux de fonctionnement (mise en place des mesures de sécurité pour le personnel et le transport des marchandises, paiement de primes éventuelles, recrutement de personnel de sécurité et hausse des prix d'achats aux producteurs/grossistes sans répercussion sur le prix de vente) font que les grandes enseignes revoient aujourd'hui leurs prévisions de bénéfices à la baisse par rapport aux projections d'avant-crise.

Mercadona en tête des parts de marché de la grande distribution pour la deuxième semaine de confinement. Mercadona monopolise la plupart des achats des Espagnols pour la deuxième semaine de confinement, du 23 au 29 mars, tandis que les supermarchés régionaux et les achats "en ligne" atteignent des records historiques, selon les données de la société de conseil Kantar. Suivant la tendance des semaines précédentes, les supermarchés régionaux continuent de gagner des parts de marché, atteignant 15,5 % des ventes totales de la grande consommation, soit 3,4 points de plus que la semaine précédant le confinement (du 9 au 15 mars).

Augmentation légère du prix moyen des denrées alimentaires et boissons non alcoolisées en mars, mais très peu corrélée à la crise sanitaire. Si l'Indice des prix à la consommation (IPC) avait augmenté de +2,5% en mars 2020 par rapport à l'an dernier selon les données de l'Institut national de statistique (INE), l'augmentation était déjà de +2,4% pour février 2020 par rapport à 2019. L'effet global de la crise du coronavirus sur les prix moyens de vente aux consommateurs apparaît donc pour l'instant limité (+0,10%

tout au plus), le reste étant dû à une conjoncture générale de temporalité plus longue et déjà observée les mois précédents.

Accord entre le Gouvernement de Galice et la grande distribution pour encourager la consommation de produits alimentaires locaux. Lidl s'est joint à l'accord conclu par la Xunta avec différentes chaînes de distribution travaillant en Galice pour promouvoir l'achat et la consommation de produits alimentaires galiciens. C'est ce qu'a rapporté le 15 avril le ministre régional de l'environnement rural, José González, qui a remercié l'entreprise pour sa contribution à l'initiative, à laquelle participent déjà d'autres groupes de distribution. Ainsi, ces entités s'engagent à acquérir ces produits agroalimentaires pendant l'état d'alerte afin de soutenir le secteur primaire de la communauté.

Consentio met sa plateforme numérique à la disposition du secteur agroalimentaire pour rationaliser la vente de fruits et légumes. Face à cette crise sanitaire sans précédent, la plateforme de communication technologique *Consentio* met à la disposition du secteur agroalimentaire son outil numérique d'achat et de vente de fruits et légumes afin de faciliter le commerce des différents opérateurs de la filière fruits et légumes : producteurs, coopératives, grossistes, supermarchés, grande distribution, propulsant notamment la vente directe aux consommateurs. Consentio est une entreprise espagnole basée à Madrid et Mercabarna (Barcelone). La plateforme est entrée en service en 2019 et compte déjà plus de 25 000 références de produits et près de 2 500 entreprises enregistrées dans le secteur, parmi plus de 45 pays, dont près de la moitié est implantée d'Espagne.

Mesures de gestion de la main d'œuvre

Plusieurs syndicats et coopératives agricoles continuent de déplorer le manque de main d'œuvre et qualifient d'insuffisant le dispositif du Gouvernement. En dépit du dispositif mis en place pour faciliter le recrutement de main d'œuvre agricole, la branche catalane du syndicat *Unió de Pagesos* estime à près de 10 000 le nombre de saisonniers manquants pour la récolte des fruits à noyaux, qui débute la semaine prochaine. Sur les 12 000 personnes qui se sont déclarées intéressées suite aux annonces du Gouvernement, seule une petite moitié pourra être embauchée, faute notamment de logements en nombre suffisant pour accueillir tous les volontaires. De nombreuses candidatures émanaient en effet des villes (notamment Barcelone) mais la saturation des quelques lieux d'hébergement encore ouverts empêche malheureusement leur accueil. Environ 15 000 personnes seraient également recrutées dans les zones proches des zones de production, ce qui laisserait donc près de 10 000 places vacantes sur les 30 000 nécessaires. Mêmes constats en Aragon ou dans la Rioja, le manque de candidatures, qui-plus-est de personnes à proximité, menacerait les récoltes imminentes.

Actions de solidarité

Un éleveur de Guadalajara à l'origine d'une initiative de don de bétail devenue virale dans toute l'Espagne. Jesús Sola, un éleveur de Tortuera (Guadalajara) a rendu populaire dans toute l'Espagne le principe de donner une partie de ses ressources en bétail, dans ces moments de crise, aux plus défavorisés. "Cette pandémie affecte tout le monde, mais les pauvres sont encore plus touchés". "La satisfaction est spectaculaire", a-t-il déclaré, tout en quantifiant le demi-millier d'agneaux et de chevreaux donnés dans différentes régions d'Espagne aux groupes les plus vulnérables, une initiative qui, dans le cas de Guadalajara, compte déjà plus de cinquante éleveurs.

Kellogg fait don de 50 000 € et de plus d'un million de rations alimentaires à la Fédération espagnole des banques alimentaires (Fesbal), pour soutenir les familles les plus nécessiteuses pendant la crise du Coronavirus.

L'Association des Sommeliers de Cordoue fait don de son budget et des cotisations perçues à la Banque alimentaire. Le 15 avril, la Banque alimentaire *Medina Azahara* de Cordoue a remercié la "généreuse décision" de l'Association des Sommeliers de Cordoue qui fait don du "montant des cotisations" de tous ses membres, ainsi que du budget prévu pour les activités de formation de ce trimestre et qu'ils ne pourront pas réaliser en raison de la situation provoquée par le Coronavirus.

Secteur Forêt-bois

Les agents forestiers de Castille-la-Manche “à disposition” des personnes âgées et/ou isolées en milieu rural. Un décret local publié peu de temps après l’annonce de l’état d’alerte met en effet “à la disposition des autorités sanitaires” les agents forestiers et de l’environnement. Ces derniers s’emploient donc depuis plusieurs semaines maintenant à livrer des courses, apporter des médicaments, ou même tout simplement rendre visite, aux personnes âgées et/ou isolées de la région. 300 municipalités seraient déjà couvertes par le dispositif, en parallèle de la poursuite des activités quotidiennes des agents de surveillance et des gestions des milieux naturels et forestiers.

Pêche maritime et aquaculture

La relève des flottes retardée par l’absence de tests. Le Président de la Confédération des professionnels de la pêche (CEPESCA, représentant 36 associations de pêche et une flotte de près de 800 bateaux) alerte le ministère de l’Agriculture et de la pêche au sujet du retard dans les relèves des personnels des flottes de pêche hauturière, en raison de l’absence de tests permettant de détecter les pêcheurs dont l’incubation du virus aurait été détectée après avoir quitté le port.

Le ministre de l’Agriculture, Luis Planas, satisfait de sa rencontre avec ses homologues européens, en particulier sur le sujet des aides aux pêcheurs. Le projet de réforme du FEAMP sur lequel les ministres européens sont tombés d’accord a été qualifié de “grand pas en avant” par Luis Planas, qui salue sa “flexibilité” et la possibilité qu’il offre de réallouer au mieux les ressources pour surmonter la crise. Le projet doit à présent être examiné par le Parlement européen.

Des aides FEAMP à la transition vers une pêche et aquaculture durable. Le département de la pêche de la région de Valence a annoncé la mise en place d’aides (d’un montant total de 6,4M€ dont 75% provenant du FEAMP) destinées à financer sur la période 2020-2023, des projets de PME en matière de transition durable.

La Fédération du commerce de détail de produits de la pêche réclame en urgence du matériel de protection sanitaire dans la région de Madrid. Après la mort cette semaine d’un commerçant de 57 ans, victime du Covid-19, cette fédération a adressé une lettre aux ministères de l’Industrie, de l’Agriculture et de la pêche, ainsi qu’à la région de Madrid, pour exiger des moyens de protection renforcés (masques, gel sanitaires). Sur les 1 600 employés des criées madrilènes, 60 personnes (4%) ont été jusqu’à présent infectées au virus.

L’algue asiatique refait son apparition dans la zone du Détroit de Gibraltar. Les pêcheurs du port de Barbate (dans la province de Cadix) alertent les autorités sanitaires de la réapparition, un an après, de l’algue asiatique (*rugulopterix okamurae*, espèce qui serait apparue pour la première fois en Europe au début des années 2000 dans l’étang de Thau) dans cette zone du sud de l’Espagne, rendant leur activité plus compliquée.

PORTUGAL

Filières agricoles

- **Vin**

La Fédération nationale du secteur viticole, Fenadegas, défend « la distillation de crise ». La fédération nationale du secteur viticole a appelé à l’introduction de « la distillation de crise », prévue dans l’Organisation commune du marché vitivinicole dans le cas de situations imprévues et de perturbations graves du marché. Dans un communiqué de presse, la fédération a déclaré que, suite à une enquête menée

après de toutes les caves coopératives du pays, l'une des mesures proposées pour équilibrer le marché du vin, entre autres, est « la distillation de crise », avec un prix minimum du marché garanti. La fédération a également estimé qu'il serait important que la distillation couvre les vins d'Indication géographique et d'Appellation d'origine contrôlée, compte tenu de la baisse des ventes, qui se produit dans tous les segments du secteur.

Nouvelles mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire

La CAP affirme que l'inclusion des entrepreneurs agricoles dans les lignes de crédit de soutien aux entreprises portugaises était une nécessité évidente. La Confédération des agriculteurs du Portugal (CAP) considère que l'activité agricole aurait dû être couverte plus tôt par les lignes de crédit prévues pour le soutien aux entreprises portugaises. L'extension des lignes de crédit pour soutenir les entreprises dans d'autres secteurs prévoit que ce soutien couvrira désormais des centaines d'activités, son montant total passant de 1,3 Md€ à 4,5 Md€, et la période de remboursement du prêt, de quatre à six ans. La CAP demande également l'intervention de la Commission européenne dans la régulation des prix des produits agricoles sur le marché communautaire (pour éviter toute baisse), et l'anticipation à juillet/août du paiement de l'avance des aides PAC2020 (prévu en octobre).

Distribution

Pâques n'a pas poussé à la consommation. Durant la période de Pâques, les tendances de consommation se sont maintenues ainsi que les déplacements en magasins. 70% des achats ont été réalisés en magasins physiques, GMS et pharmacies. Du 6 au 12 avril, on note une légère baisse des achats on line et physiques. Cette baisse est également accompagnée d'une baisse du panier moyen en e-commerce comme en magasins, soit - 3,2% et -2,4%.

Le rythme des achats ralentit au fil des semaines. Dans la semaine précédant Pâques (du 23 au 29 mars), les Portugais ont dépensé 206 M€ dans les supermarchés, soit 6 % de moins qu'à la même période de l'an dernier.

Augmentation de 80% des achats sur l'application *Continente*. L'enseigne *Continente* comptabilise une augmentation de 80% des achats on line durant le mois de mars. Cette application est disponible dans 11 magasins *Continente* et 2 *Modelo* et 3 *Bom dia*. Les magasins qui mettent à disposition cette application '*Continente Siga*', compte aujourd'hui 120 000 abonnés.

L'enseigne *Continente* offre la livraison pour les seniors. Les clients de plus de 70 ans ne payent plus de frais de livraison. Cette mesure est mise à disposition dans 71 magasins *Bom dia* et 26 *Continente*. Les personnes âgées ont priorité à l'entrée des magasins et dans les zones d'informations.

Actions de solidarité

Le groupe Bel distribue 20 millions de portions de « Vache qui rit » dans 20 pays. Le groupe Bel va offrir toute la production mondiale d'une journée de sa marque « Vache qui rit » aux hôpitaux et associations de 20 pays, pour aider les professionnels et les personnes en difficultés. Cette production s'élève à 1 M€. En plus des 20 millions de portions, le groupe offre 20 000 € à la Direction générale de la santé pour l'acquisition de matériels. 12 usines de production dans le monde sont concernées.

Le brasseur *Super Bock* lance une plateforme pour aider les restaurants et les bars. L'objectif est de soutenir les bars, cafés, restaurants et clubs, actuellement sans recettes. Cette initiative permettra aux consommateurs d'acheter des bons de consommation maintenant pour en profiter lorsque la restauration rouvrira. Pour chaque bon d'achat de 10 € acheté, *Super Bock* offre 5 €. L'argent est directement envoyé aux propriétaires des établissements.

Pêche maritime et aquaculture

Ligne de crédit jusqu'à 120 000 € par bénéficiaire. La ligne de crédit de 20 M€ en faveur des entreprises du secteur de la pêche est limitée à 120 000 € par bénéficiaire. Elle est disponible à partir du 16 avril.